

COOPÉRATION

L'impératif sécuritaire rapproche Alger et Tunis

La situation sécuritaire régionale incite l'Algérie et la Tunisie à envisager une coopération accrue, notamment en matière de sécurisation de leur frontière commune. Hier, lors d'une conférence conjointe avec son homologue tunisien, Mourad Medelci a annoncé la tenue, avant la fin de l'année, de rencontres bilatérales entre les responsables des secteurs de la défense et de l'Intérieur des deux pays.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Ces réunions bilatérales seront, a expliqué Medelci, des espaces de concertations autour des mécanismes à même de sécuriser et de développer les frontières communes. Le ministre algérien des Affaires étrangères a affirmé dans ce sens qu'il y a une volonté de la part des responsables des ministères de la Défense et de l'Intérieur des deux pays de relancer la coopé-

ration bilatérale». La visite du chef du gouvernement tunisien, Hamadi Jebali, en Algérie constitue un prélude à cette coopération. En témoigne d'ailleurs la forte délégation ministérielle qui l'accompagne.

Bonnes sans être parfaites, les relations algéro-tunisiennes dans le domaine sécuritaire ne devraient pas cependant souffrir de quelques mauvais aléas. Les rencontres d'avant la fin de l'an-

née entre les responsables des deux pays chargés de la sécurité sont parties donc pour déboucher sur des engagements pratiques.

C'est ce qui est attendu des visites en Algérie de hauts responsables des deux secteurs, défense et intérieur, accompagnés des walis des régions frontalières. Mourad Medelci a précisé que la sécurité et la stabilité au Maghreb et dans la région du Sahel constituent les priorités de l'heure.

Inscrite au plus haut niveau, la coopération sécuritaire entre l'Algérie et la Tunisie devra, a ajouté Medelci, concerner aussi bien la lutte contre le terrorisme, la sécurisation des frontières contre le trafic d'armes, de drogue, de marchandises et d'ar-

gent. Sur un autre volet, l'Algérie et la Tunisie se sont mises d'accord pour actualiser l'accord d'établissement paraphé en 1963. Une actualisation qui devra permettre d'améliorer la situation de la communauté algérienne établie en Tunisie et de celle tunisienne établie en Algérie.

A ce propos, les choses semblent s'accélérer puisqu'une rencontre est prévue dans les semaines à venir. Il s'agira d'élaborer un projet dans ce sens. Au plan économique, les deux pays cherchent à diversifier leur coopération, tout en renforçant celle qui les lie dans le domaine des hydrocarbures.

Mourad Medelci a considéré à ce propos qu'il faudrait une consolidation permanente de l'in-

frastructure pour faciliter le travail des opérateurs des deux pays. Le ministre algérien des Affaires étrangères pense au développement des transports terrestre et ferroviaire. Au plan international, les deux ministres algérien et tunisien des Affaires étrangères ont fait valoir une convergence de vues sur les conflits dans la région et dans la sphère arabe. En témoigne l'affirmation du ministre tunisien des Affaires étrangères, Rafik Abdessalem : «Ce qui se passe au Mali est inquiétant et engendre des problèmes en Tunisie comme en Algérie.»

Rafik Abdessalem a souligné la volonté de son pays de coopérer avec l'Algérie pour faire face à cette situation.

S. A. I.

UN CONSEILLER DE LA BANQUE D'ALGÉRIE À LA CHAÎNE III :

«Il y aura relèvement, probablement, de l'allocation touristique»

«Il y aura relèvement, probablement, de l'allocation touristique», déclarait, hier, un directeur conseiller à la Banque d'Algérie.

Djamel Benbelkacem, qui était l'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, a confirmé, de facto, la volonté de l'autorité monétaire de réajuster à la hausse le montant des allocations pour le tourisme, les soins et le financement des études à l'étranger, au titre du droit de change. «Il y a eu une déclaration, en ce sens, du gouverneur

de la Banque centrale, et, probablement, qu'il y aura augmentation, non seulement de l'allocation touristique mais aussi des allocations pour soins à l'étranger et le financement des études à l'étranger», dira ce conseiller.

Ce qui constituera certainement une bonne nouvelle pour les citoyens qui désirent voyager mais qui reçoivent une allocation

insuffisante. Plafonnée à l'équivalent en devises de 15 000 DA annuellement (un maximum de 140 euros) pour un adulte et la moitié pour un enfant, l'allocation touristique ne correspond pas à la conjoncture économique actuelle du pays marquée par une aisance financière remarquable (près de 200 milliards de dollars de réserves de change notamment). Certes, le conseiller à la Banque d'Algérie n'a pas avancé le nouveau montant qui sera fixé pour le droit de change.

Toutefois, cette allocation nouvelle pourrait, indique-t-on ailleurs, atteindre les 500 euros par an, cumulables sur deux ans même si d'autres sources indiquent plutôt un montant inférieur de l'ordre de 250 euros.

Pour autant, l'ajustement du droit de change reste suspendu à l'aval définitif de l'Exécutif, soulignent ces mêmes sources. Autre incertitude à relever, comment le relèvement de l'allocation touristique pourrait-il impacter sur le recours au marché informel de la devise ?

A ce propos, le conseiller de la Banque d'Algérie ne s'est pas prononcé, même s'il avait estimé que le marché parallèle de la devise, à l'instar du marché informel des biens, doit disparaître.

Toutefois, Djamel Benbelkacem a tenu à préciser, à l'adresse de l'opinion nationale, qu'«il ne suffit pas d'ouvrir des

bureaux de change pour que le marché parallèle de la devise disparaisse».

«L'ouverture de bureaux de change, à mon sens, ne va pas régler le problème», estime le conseiller qui relève que ces bureaux obéissent dans leur fonctionnement à des règles précises.

Et l'invité de la rédaction de rappeler que «la Banque d'Algérie a donné 48 agréments pour des bureaux de change. Mais ils ont fermé les uns après les autres. La

majorité (de ces bureaux) a fermé parce que dans les conditions actuelles de fonctionnement de notre économie, ils ne sont pas rentables».

Toutefois, dans le souci de «booster un peu cette activité», le conseiller de Mohamed Laksaci a indiqué que «la Banque d'Algérie va prendre une mesure concernant les commissions prises par les bureaux de change».

Chérif Bennaceur

FINANCEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

Les crédits ne sont pas à la hauteur des attentes

Les crédits bancaires à l'économie pour le secteur privé «ne sont pas à la hauteur des attentes, des ressources nationales», selon le directeur conseiller à la Banque d'Algérie. «Nous reconnaissons que l'investissement privé dans les industries manufacturières notamment reste extrêmement faible», dira Djamel Benbelkacem. Et ce, dans le contexte où le taux d'investissement national par rapport à la richesse nationale est très élevé. Il est en croissance de 39% durant les cinq dernières années et un montant de 5 111 milliards de dinars a été consacré en 2011, relève ce conseiller qui note que l'Etat investit beaucoup, avec 46% de l'investissement global contre 23% pour Sonatrach et 32% environ pour le reste de l'économie. Certes, l'Etat, qui s'autofinance beaucoup, ne devrait pas dépasser le plafond des 1 900 milliards investis en 2011, au regard de la capacité d'absorption, et Sonatrach, qui s'autofinance également, a déjà engagé des investissements «assez costauds» pour le moyen terme. Or, le secteur privé constitue «une préoccupation», dira Djamel Benbelkacem qui relève la nécessité de booster l'industrie nationale et créer des richesses et des emplois, d'autant que les moyens, les ressources financières «existent» avec une «épargne nationale qui excède l'investissement».

C. B.

TRANSPORT AÉRIEN

L'Union maghrébine des pilotes de ligne s'alarme

L'Union maghrébine des pilotes de ligne qui regroupe les associations et syndicats de pilotes de ligne de la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal, tire la sonnette d'alarme.

Dans un communiqué rendu public hier, l'Union qui représente près de 2500 pilotes invite les gouvernements de la région à «une large concertation afin de trouver une solution viable garantissant les intérêts de tous, face à la menace que représente

l'hégémonie grandissante de certaines compagnies du Golfe persique dans la région du Maghreb Arabe».

Selon l'Union, «les conditions minimales pour une concurrence juste et durable ne sont pas encore réunies et pourraient engendrer une menace réelle pour la survie des compagnies nationales et pour l'emploi dans la région Afrique du Nord».

C. B.

FINANCEMENTS BANCAIRES

Le niveau des crédits non performants reste préoccupant

Le niveau des crédits bancaires non performants, qui représentent 16% des crédits globaux, reste préoccupant, selon Djamel Benbelkacem. Le directeur conseiller à la Banque d'Algérie estime, certes, que ce taux est «en diminution depuis des années» et qu'il ne représente que 4% sur la base des provisionnements bancaires. Néanmoins, le niveau de 16% reste «très élevé» dans la mesure où la norme internationale est de 4 à 5%, rappelle-t-il.

Par ailleurs, Djamel Benbelkacem avait estimé que la Centrale des risques aux ménages sera opérationnelle «dans le courant de l'année 2013», en vue d'éviter le surendettement des particuliers. «La Banque d'Algérie y travaille», dira ce conseiller qui précise que la création d'une telle centrale, une base de données permettant une meilleure visibilité en matière de gestion des crédits, relève de la vocation de l'autorité monétaire.

La suspension des crédits à la consommation, pas éternelle !

Et ce, indépendamment de la question de la relance de l'octroi de crédits à la consommation, suspendu depuis 2009. A ce propos, Djamel Benbelkacem estime que la suspension de ce type de crédit n'est «pas éternelle forcément».

Et cela même s'il n'y a pas jusqu'à présent, à ma connaissance, de mesures prises», concernant la relance de ces crédits pour la production nationale uniquement, relève-t-il. Auparavant, le directeur conseiller avait relevé que les banques «ne sont pas des entreprises comme les autres. Pour créer une banque, il faut un agrément. Les banques obéissent, dans leur gestion, à des règles prudentielles».

Or, «une banque ne doit absolument pas faire faillite», affirme Djamel Benbelkacem qui précise que «la profession bancaire est soumise à des règles prudentielles édictées, promulguées par le Conseil de la monnaie et du crédit auprès de la Banque d'Algérie » et que la création de toute banque doit se conformer à cette réglementation.

C. B.